

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE
UNIVERSITÉ MOULOU D MAMMERI DE TIZI-OUZOU

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES DE GESTION
DÉPARTEMENT DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Mémoire en vue de l'obtention du diplôme de Master
en Sciences économiques
Option : économie de développement

Thème : les PME de la wilaya de Tizi Ouzou état des lieux
cas des PME agroalimentaire

THÈME :

Présenté par :

- *Moussaoui Nacima*
- *Boukherroub kahina*

Encadré par :

► *Mr. Mouloud Berbar*

Présenté devant le jury composé de :

Présidente : Mme. AMIRI Dalila ,MCA , UMMTO

Examineur : Mr. KABENE Ahmed ,MCB , UMMTO

Rapporteur : Mr. BERBAR Mouloud , MCA , UMMTO

2021-2022

Remerciement

*Nous tenons tout d'abord à remercier Dieu
le tout-puissant qui
nous a donné la force et la patience d'accomplir ce
modeste travail.*

*En second lieu, on tient à remercier particulièrement
notre encadrant, monsieur Mouloud Berbar pour son
encadrement, ses éclaircissements, ses orientations et
surtout d'avoir veillé à l'aboutissement de ce projet.*

*Nos vifs remerciements vont également aux membres du
jury pour l'intérêt qu'ils ont porté à nos recherches en
acceptant d'examiner ce travail et de l'enrichir par leurs
propositions.*

*Enfin, on tient également à remercier tous ceux qui ont
contribué de près ou de loin à la réalisation de ce
travail.*

Nacima, kahina

Dédicace

*Avec des sentiments de gratitude les plus profonds que
nous dédions ce travail aux*

deux êtres qui nous sont les plus chers au monde.

*Nos mères
et
nos pères*

*Qui nous ont toujours soutenu et encouragé et ont tout
fait pour assurer le bon déroulement
de nos études. Nous espérons être à la hauteur de leurs
espérances.*

*Nous dédions ce travail :
À toutes
nos familles
À tous*

nos enseignants ainsi que nos camarades

*À tous nos
amis proches*

Nacima, kahina

Sommaire :

Introduction générale

Chapitre I : soubassement théorique et conceptuel de la pme

section 1 : définition et caractéristiques des pme

section 2 : développement du concept pme et approches théoriques

section 3 : pme et développement local

Chapitre II : développement de la pme en Algérie

section 1 : définition de la pme algérienne et aperçu historique des pme en Algérie

section 2 : composante de la pme algérienne et son évolution

section 3 : Cadre d'analyse des politiques de développement des PME en Algérie

Chapitre III : analyse des données et statistique de la pme

section 1 : synthèse des cinq dernière années des petites et moyenne entreprise en Algérie

section 2 : développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie

section 3 : situation actuelle et développement des pme dans la wilaya de tizi ousou et enquête sur trois pme de l'industrie agro alimentaire

Conclusion générale

Bibliographie

Tables des matières

listes des figures

Liste d'abreviation

Introduction générale

Dans un contexte de croissance économique atone et de libéralisation des marchés, l'entrepreneuriat, quelle que soit sa nature, occupe désormais une place importante dans le développement économique des pays. Contrairement aux grandes entreprises et aux groupes industriels, les PME sont des acteurs majeurs de la croissance économique du pays depuis les années 1970.

C'est pourquoi la création de PME constitue le moteur du renouveau structurel économique et de la création d'emplois et de richesses, ainsi que de la production de biens et de services, dont l'Algérie s'est efforcée de développer le secteur industriel depuis l'indépendance. Diversifier et améliorer son économie. "Et" les petites et moyennes entreprises sont considérées comme les cellules de richesse et la source de la satisfaction des besoins économiques et sociaux tels que la croissance économique, le développement régional et la résorption du chômage. Jusqu'en 2000, les PME étaient définies par la loi.

Aujourd'hui, les petites et moyennes entreprises sont une source de compétitivité. Elles permettent de répondre à des besoins dans différents secteurs . Les débats sur ce sujet sont bien avancés en Algérie, surtout après les améliorations sécuritaires et l'ouverture de l'économie algérienne suite à l'accord avec l'Union européenne et le Projet d'adhésion à l'OMC. Cette situation explique l'accélération du processus de Création de petites et moyennes entreprises. Par conséquent, les lois réglementant ce secteur et les organisations de soutien doivent faire de ce projet un succès.

Problématique

Dans ce contexte, nous allons essayer de répondre à la question suivante : **Comment les PME algériennes se sont développées au fil du temps et contribuent-elles dans le développement économique en Algérie et dans la wilaya de Tizi Ouzou à l'état actuel des PME agro-alimentaires de Tizi Ouzou ?**

Hypothèse

- La petite et moyenne entreprise en Algérie a connu une évolution importante en termes de concrétisation.
- la wilaya de tizi ousou compte un grand nombre de PME qui contribue efficacement au développement, le nombre de PME créée a augmenté durant les cinq dernières années

Méthodologie

Pour mieux cerner notre travail, nous avons adopté la méthodologie d'approche suivante qui comporte deux niveaux d'analyse :

- Une partie théorique qu'est basée sur une recherche bibliographique et documentaire (livres, thèses, mémoires, articles scientifiques, sites internet, etc). Pour préciser les différents concepts et éléments théoriques en rapport le concept de la PME.
- Une partie expérimentale qui se base sur une enquête de terrain par questionnaires adressés aux responsables des différentes entreprises enquêtés, et une collecte des données à travers la chambre de commerce et de l'industrie de la wilaya de tizi Ouzou.

Organisation du document

Pour atteindre les objectifs définis dans le cadre de ce projet de Master, nous avons respecté une démarche de recherche, s'appuyant sur trois chapitres. Le contenu détaillé de ce mémoire se résume dans ce qui suit :

- D'abord, dans le **Chapitre I**, nous définissons un ensemble de concepts liés à la PME et ses caractéristiques ainsi que les différentes approches théoriques de la PME ;
- Ensuite, pour le **Chapitre II**, nous allons nous intéresser plus particulièrement à la PMA algérienne dont sa définition, ses caractéristiques, son évolution et sa contribution dans le développement local et économique du pays ;

- Enfin, dans le **Chapitre III**, nous allons procéder à une analyse de données et statistiques des PME à l'échelle nationale et locale, plus précisément dans la wilaya de tizi ousou, nous allons prendre comme échantillon trois entreprises industrielles spécialisées dans l'agro-alimentaire pour effectuer notre étude de cas en rédigeant un questionnaire destinés aux entreprises choisis.

Ce mémoire sera clôturé par une conclusion qui résume l'apport du travail effectué, tout en rajoutant une section des perspectives pour des futures améliorations des capacités des PME à intégrer les marchés nationales et international dans le but de contribuer à la hausse de la valeur ajoutée du pays.

Chapitre : I

Soubassement théorique et conceptuel de la PME

Introduction

Compte tenu de la position dominante des PME dans l'économie, le concept de PME comme autre concept de recherche ne peut échapper à l'analyse fondée sur les principes de recherche. Définir le concept à étudier en donnant des caractéristiques générales permettant son identification constitue la première étape de toute investigation scientifique. Il n'est donc pas aisé d'être la première étape de toute étude scientifique dont l'objet est celui de chercheurs, de spécialistes, notamment de chercheurs dans le domaine de la gestion économique.

Pour atteindre cet objectif, nous en traiterons dans le premier chapitre divisé en trois parties, la première partie est la définition et les caractéristiques des PME, dans la deuxième section "Évolution du concept de PME et approche théorique" des éclaircissements sont donnés sur la théorie des PME de l'entreprise ; enfin dans la partie III « Développement local et PME » qui portera sur la contribution des PME dans le développement local.

I.1 Définition et caractéristiques de la PME

Dans cette section nous allons présenter la PME et ses caractéristiques.

I.1.1 Définition de PME

Les PME sont un groupe très diversifié. Dans la catégorie des petites et moyennes entreprises, on trouve de petits artisans qui fabriquent de manière indépendante des outils agricoles vendus dans les marchés de village, les cafés du coin, les cybercafés dans les petites villes et les petites entreprises d'ingénierie ou de construction. Les sociétés d'édition qui

ventent leurs produits sur les marchés étrangers et de taille moyenne produisent des pièces de rechange qui sont vendues sur le marché intérieur et à l'étranger aux constructeurs automobiles internationaux. Les définitions statistiques des PME varient selon les pays et tiennent généralement compte du nombre d'employés, du chiffre d'affaires et/ou de la valeur des actifs. La variable la plus couramment utilisée est le nombre d'employés, car l'information correspondante est facile à recueillir. (Nadine Levratto. Les PME : définition, rôle économique et politiques publiques. De Boeck Supérieur, 2009.)

I.1.2 Caractéristiques des PME

Les petites entreprises sont une source importante d'emplois, de revenus et de recettes d'exportation dans de nombreux pays en transition et en développement. Les petites entreprises des pays en développement sont confrontées à des défis supplémentaires par rapport à leurs homologues mondiaux. Ces complications supplémentaires incluent des ressources humaines et institutionnelles insuffisantes qui ne sont pas à leur disposition. De plus, ces petites entreprises mettent plus de temps à profiter de la mondialisation en raison du manque de ressources disponibles. Les difficultés auxquelles elles se heurtent sont notamment :

- Faible capacité à exprimer des opinions au stade de la formulation de la politique gouvernementale, manque de dialogue institutionnalisé entre les secteurs public et privé.
- Préjugés défavorables au secteur privé et méfiance mutuelle entre le secteur public et le secteur privé.
- L'absence de lois appropriées sur les droits de propriété et les moyens de les faire respecter affectent particulièrement l'accès des femmes au crédit.
- Informations manquantes (sur les marchés, les normes, les barrières à l'entrée, les barrières à la sortie, les barrières à l'accès au marché), les données statistiques pertinentes et les institutions de soutien.
- La prédominance des entreprises publiques et le rôle dominant du secteur public dans la stimulation des exportations et des investissements.
- Forte proportion de micro-entreprises / Poids du secteur informel et complexité réglementaire / Absence d'incitations pour les entreprises du secteur informel à rejoindre le secteur formel.

(Philippe Chapellier. Profils de dirigeants et données comptables de gestion en pme. Revue internationale PME Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise, 10(1) :9-41, 1997.)

I.2 Développements de concept PME et approches théoriques

Dans cette section, nous allons présenter ci-dessus les différentes étapes d'évolution du concept des PME et les approches théoriques qui servent à identifier l'évolution historique des PME en passant par toutes les phases depuis la création du concept de PME.

I.2.1 Stade de croissance d'une PME

On identifie quatre conditions que les PME peuvent rencontrer tout au long de leur vie, en fonction des caractéristiques de proximité et de dégénérescence.

Création, forte croissance, faible croissance, gestion professionnelle. Les états de croissance sont exprimés par rapport à quatre axes avec des positions transitoires, non directionnelles et discontinues. Ainsi, une entreprise peut se déplacer entre les états dans n'importe quelle direction au cours de sa vie et rester stable dans un état particulier pendant des périodes courtes ou longues.

- **La nouvelle compagnie** : C'est l'état naissant des startups et des start-ups où les entrepreneurs jouent un rôle central dans la propriété et la gestion de l'entreprise. Les entreprises de cet état se caractérisent par des niveaux élevés de proximité dans toutes les dimensions, à l'exception de la maturité organisationnelle.
- **La forte croissance** Cela se fait principalement en accédant à des ressources externes. Les entreprises qui restent dans cet état peuvent être relativement immatures, avoir une propriété plus décentralisée et être moins dépendantes de leur relation avec leur environnement. Les entrepreneurs continuent de jouer un rôle de premier plan dans les entreprises, en particulier au niveau des décisions stratégiques, même avec des gestionnaires professionnels.

En général, lorsqu'une entreprise entre dans cet état, les entrepreneurs sont fortement motivés à poursuivre des stratégies de croissance qui nécessitent le recours à des financiers externes par le biais d'un financement par emprunt ou par fonds propres. Ces sociétés ont un niveau de formalisation limité de leur équipe de direction, mais visent à faciliter la pénétration du marché. Développez votre marché en élargissant vos gammes de produits et en diversifiant votre portefeuille de clients et/ou vos marchés géographiques.

- **La croissance lente** : Dans cet état, l'entreprise montre une intention ou un potentiel de croissance gérée. Un exemple typique de ce type d'entreprise est une petite entreprise opérant dans un environnement concurrentiel mature et dirigée par

ses propres fondateurs/propriétaires. Il existe des tenures, des strates et une proximité écologique qui vont de « élevé » à « moyen ». La proximité permet aux propriétaires de jouer un rôle central dans la gestion de l'entreprise. Les entreprises dont la propriété est plus décentralisée se caractérisent par une maturité organisationnelle où des systèmes nouvellement formalisés coexistent avec des processus informels persistants. Pour maintenir l'indépendance financière, les propriétaires et/ou les familles accordent une attention particulière à la stabilité et à la performance financières en tant qu'indicateurs de performance clés.

- **La gestion professionnelle :** Dans cet état, les PME sont de taille limitée mais peuvent bénéficier de la maturité organisationnelle. Cela augmente à mesure que la séparation de la propriété et du contrôle augmente. Dans ces entreprises, la spécialisation comprend les fonctions de gouvernance et de contrôle, les systèmes d'information internes, la gestion financière et la formalisation du reporting. Toutes les migrations impliquent de redéfinir la logique commerciale commune et les modèles commerciaux qui sous-tendent les opérations.

(Benoît Lavigne. Contribution à l'étude de la genèse des états financiers des pme. Comptabilité Contrôle Audit, 8(1), 2002.)

I.2.2 Approches théoriques

Afin de répondre à cette multitude d'interrogations théoriques et épistémologiques, nous proposons, dans une perspective historique, de montrer les différentes étapes franchies par le courant de recherche en PME.

I.2.2.1 Spécificité actuelle : sujet de recherche PME (1975-1985)

Jusqu'aux années 1970, les objets PME n'étaient pas considérés en tant que tels, mais étaient en fait inclus dans un problème global de gestion qui effaçait presque toutes leurs caractéristiques. En ce qui concerne la relation entre la taille et la structure, un certain nombre d'études empiriques confirment les résultats du groupe Aston. Selon Blau, la taille de l'organisation est un facteur contextuel important. Dans une approche nécessairement comparative, ces différents auteurs ont montré que les caractéristiques organisationnelles des entreprises varient fortement avec la taille. .

La taille de l'entreprise est un facteur imprévu majeur. - Dans la continuité de ces travaux, plusieurs études dans les années 1970 ont questionné les effets de la croissance, à savoir les changements de taille. La petite entreprise devient une petite entreprise. Les PME sont de plus en plus étudiées. .

Cependant, seules des études comparatives entre PME et grandes entreprises permettent de mettre en évidence les spécificités des PME. En ce sens, la PME n'est qu'un objet d'étude relatif. Une déclaration sur les idiosyncrasies des PME n'est pas un article en soi, mais montre plutôt la différence entre les PME et les grandes entreprises. Accorder la plus grande importance à la taille et considérer que ce facteur induit un changement de nature permet d'inférer les idiosyncrasies des petites entreprises, alors que les études sur le concept d'échelle ne sont pas cohérentes avec les études sur les PME. d'ailleurs, les critères d'échelle sont plus utiles pour manipuler des sous-zones des systèmes de production que pour définir des catégories homogènes d'entreprises. Comme rapporté par Bayad et al. Comme indiqué, deux tendances principales dans le travail avec les PME peuvent être mises en évidence. L'objectif dans ce cas est... du stade de la vision du phénomène des petites et moyennes entreprises, reconnue comme une institution particulière du capitalisme, à l'élagage et à l'abstraction où la réalité est conçue autour du type idéal d'entreprise représentative. est de passer à l'étape de la transformation.

Cette étape représente l'étape de conception d'une PME considérée comme un objet de recherche spécifique. Il s'agit le plus souvent d'aborder des notions jusqu'alors totalement absentes des problématiques de management. Cette ligne de recherche a accordé une attention croissante à la mise en évidence de la cohérence découlant de la tendance à la petite taille.

Malgré l'hétérogénéité du monde des petites entreprises, chaque auteur défend des points communs. Depuis le milieu des années 1970, certains auteurs se plaignent que les idiosyncrasies des PME ne soient prises en compte ni dans la théorie de l'entreprise ni dans la théorie des organisations, partant du constat que la théorie des organisations s'est jusqu'ici exclusivement consacrée aux grandes entreprises. La question n'est pas de découvrir ce nouvel objet de recherche, mais de le définir. Il s'agit de définir un profil unifié pour les PME et d'affirmer les points communs qui caractérisent ce nouveau monde scientifique.

Un intérêt légitime pour la généralisation est souvent supplanté par une sorte d'universalisme dans la spécificité. Ces propos de K. Popper démontrent parfaitement le danger de dérive dogmatique dans le courant de la singularité. Les auteurs ont tendance à trop insister sur les particularités associées à la petite taille et à ne considérer que les tendances possibles comme des lois universelles. Dans l'ensemble, la thèse de spécificité représente

un faible niveau d'autonomie de recherche, car les comparaisons nécessaires à la preuve doivent être faites.

I.2.2.2 Volet diversité : recherche sur les petites et moyenne entreprises (1975-1985)

Jusque dans les années 1970, les objets PME n'étaient pas considérés comme tels, mais étaient en fait mêlés à un problème de gestion globale qui a anéanti la quasi-totalité de leurs propriétés. Concernant la relation entre taille et structure, de nombreuses études empiriques confirment les résultats du groupe Aston. Selon Blau, la taille d'une organisation est un facteur contextuel important. Dans une approche nécessairement comparative, ces différents auteurs ont montré que les caractéristiques organisationnelles des entreprises varient fortement avec la taille.

La taille de l'entreprise est un facteur important et inattendu. Dans le prolongement de cette étude, plusieurs études des années 1970 ont questionné les effets de la croissance, notamment les changements de taille. La petite entreprise devient une petite entreprise. Les petites entreprises sont de plus en plus étudiées.

I.2.2.3 Flux de synthèse (Milieu Années 80)

La particularité de cette tendance est de tenir compte du fait que la particularité du concept de PME est flexible, c'est-à-dire que les PME sont plus ou moins concrètes. La spécification SME est lâche et flexible. Cette intégration de la spécificité et de la diversité a l'avantage d'intégrer la diversité des PME tout en préservant la spécificité des PME, qui est l'essence du sujet de recherche. Il y a diversité dans la spécificité.

Après avoir formulé les lois fondamentales qui caractérisent les PME, Bauer soutient que la prise en compte de la logique des comportements économiques, politiques et familiaux permet à la typologie de refléter la grande diversité des patrons de PME. A propos de leur entreprise, de la situation au sommet des petites entreprises, et des actions qui s'y déroulent. Le livre de Bauer est une synthèse de la nature particulière de la classe moyenne et de sa diversité. Là encore, les spécificités des PME forment un cadre plus ou moins large dans lequel de nombreux cas différents peuvent s'insérer. La loi formulée par Bauer est donc un cadre d'analyse qui permet de cerner la diversité du monde des petites entreprises, selon une logique qui met l'accent sur les idiosyncrasies du sujet étudié.

La prise en compte de la diversité par les tenants de la thèse de la spécificité des PME conduit à une importante évolution de la pensée dans les PME. Il ne s'agit plus de créer un

profil type de PME comme cible théorique, mais plutôt de rechercher des cadres d'analyse ou des modèles heuristiques capables de retranscrire la diversité du monde réel. En ce sens, nous proposons la théorie de l'hypo-entreprise. Si la première analyse parvient à consolider les PME en types idéaux, le premier modèle s'avère rapidement trop rigide et trop réducteur au regard de l'extrême hétérogénéité des firmes dans ce monde particulier. En ce sens, c'est plus un concept qu'un concept.

Alors que les termes délimitent, coupent, séparent et polarisent, les formes sont tirées et cohésives. Dans ce contexte, plusieurs auteurs ont mis en place des cadres d'analyse à l'intérieur desquels des typologies peuvent être créées. La typologie ainsi construite découle d'une prise en compte préalable de certaines caractéristiques propres aux PME. Ils sont typologiques.

Cette voie a été évoquée dès 1981 par Candau, qui dans son plaidoyer pour une taxonomie de l'hypo firme a étudié la personnalité entrepreneuriale, ses motivations, et les petites entreprises loin de sa famille, soutient que c'est impossible à faire. Les PME présentent de nombreuses caractéristiques uniques qui les empêchent de les répartir dès le départ en un tout homogène. Malgré l'hétérogénéité qui caractérise le monde des PME, la constante fondamentale qui intervient dans la définition des idiosyncrasies des PME par rapport aux grandes entreprises est l'importance du rôle du dirigeant. En ce sens, le modèle de ferme Hypo sert de modèle théorique de base pour identifier les variables pertinentes. L'étude s'appuie sur les caractéristiques perçues des PME et met en évidence la diversité des cas. Ces deux éléments tiennent compte des caractéristiques et de la diversité des PME. En fait, la thèse de la spécificité sert de point de départ pour en tirer des hypothèses de travail. Cette étude commence par un point qu'il s'agit de démontrer : le rôle du modèle PME dans le fonctionnement des PME.

Le sujet commence par une définition prescriptive d'une petite entreprise qui définit ce qu'une petite entreprise doit rassembler.

I.2.2.4 Flux d'altération (Milieu Années 90)

Cette question conduit à considérer la thèse de la spécificité non plus comme une hypothèse, mais comme une hypothèse de recherche simple et réfutable. Il ne s'agit plus d'établir une doctrine de la spécificité comme cadre définitif de la recherche en PME, mais d'amorcer un examen critique de cet article. Par conséquent, il est approprié d'adopter une approche discutable de la spécificité.

Préjugés des PME et autonomie de gestion

Curvalle , dans une communication intitulée « L'EDI et JIT les PME? », s'interroge sur l'impact des modes de flux tendus et d'échanges de données électroniques sur le fonctionnement des petites et moyennes entreprises. Aussi, dans les perspectives.

N. Dubost examine également si les PME françaises évoluent vers la bureaucratie, c'est-à-dire s'éloignent du modèle traditionnel des PME en raison du phénomène croissant de contrôle externe et de dépendance. De même, Bayad et Nebenhaus s'inquiètent de l'avenir des PME qui sont juridiquement indépendantes mais doivent suivre des normes très contraignantes en matière de gestion, d'organisation, notamment de gestion des ressources humaines. Il mentionne ensuite que les PME sont contraintes d'appliquer les principes issus de la norme ISO 9000 pour maintenir la sous-traitance. Il en va de même pour les petites entreprises en plein essor. Globalement, l'indépendance juridique a longtemps été utilisée comme critère pour définir si une PME appartient au monde des PME, mais l'indépendance organisationnelle (qui est plus difficile à définir que l'indépendance juridique) Il semble que la notion joue un rôle important. même rôle. Le modèle PME est-il un modèle d'autonomie de gestion ?

Distorsion de la PME et degré d'autofinancement

En ce qui concerne les activités financières des entreprises, plusieurs études montrent une tendance à indiquer que les caractéristiques traditionnelles (particularités) des PME sont sensibles aux modes de financement. La libération de capitaux par le capital-risque ou l'introduction sur le marché secondaire tend à réduire les idiosyncrasies des PME, voire à les relancer. Quand une petite entreprise est reprise par un groupe. Interpréter ces résultats de notre point de vue soulève la question de savoir où fixer un seuil significatif qui limite la spécificité du modèle PME. Entre l'indépendance financière complète, où l'entrepreneur finance lui-même tous ces investissements, et la dépendance économique complète, où l'entreprise devient une filiale du groupe et est par conséquent exclue du monde des petites entreprises, il reste des situations intermédiaires où les caractéristiques spécifiques des PME sont affectées . plus ou moins faible. Deux seuils peuvent alors être proposés. D'un point de vue restrictif, nous considérons le modèle des petites entreprises comme un modèle d'indépendance financière. Depuis lors, toutes les autres circonstances ont dégénéré.

Par conséquent, une petite entreprise qui utilise une société de capital-risque ou émet des actions n'est plus une petite entreprise au sens théorique. Cependant, on peut avoir une définition plus large et supposer que le modèle PME est un modèle d'indépendance

économique. Ces conditions n'excluent que les PME du groupe. Ce second point de vue semble être de loin majoritaire dans la communauté scientifique des petites entreprises.

Mais le développement des pratiques de capital-risque et la création de marchés de capitaux ne seraient-ils pas mieux adaptés aux petites entreprises? . Parce que les évolutions récentes risquent de modifier en profondeur le mode de financement des PME traditionnelles, déformant ainsi l'ensemble du modèle PME.

Distorsion de la PME et degré d'internationalisation

Plusieurs auteurs suggèrent que l'internationalisation peut constituer un choc qui implique de profonds changements dans le mode de fonctionnement de la PME pouvant parfois occasionner une crise. Ils considèrent qu'il existe une contradiction entre l'activité d'exportation et l'identité de la PME. Partant de ce principe, si l'on définit la mondialisation/globalisation comme le stade ultime de l'internationalisation de l'entreprise , alors il est probable que le contraste soit encore plus fort de sorte que les PME mondialisées semblent adopter des modes de comportement qui parfois se rapprochent de ceux des grandes entreprises.

Cet aspect est assez clairement mis en évidence dans le domaine des politiques de formation . À bien des égards, le contexte de mondialisation semble déformé sous la forme PME. Cette explication tient certainement au fait que les stratégies de mondialisation donnent lieu à des formes de gestion à distance des activités, alors qu'à l'inverse, les formes de PME apparaissent fondées sur la proximité géographique ou physique de leurs activités (rôle dominant de l'entreprise omniprésente, leader et tout-puissant, -ordination basée sur l'adaptation mutuelle ou la supervision directe, les relations directes et étroites avec les clients et les fournisseurs, etc.). Gérer localement, pas à distance. Alors, le modèle de la petite entreprise ne peut-il pas être considéré comme un modèle de proximité géographique? Outre les aspects actuels, l'ouvrage traite de phénomènes et de tendances relativement nouveaux pour les petites entreprises. Leurs particularités et points communs sont de montrer comment certaines circonstances ou évolutions particulières rendent le concept de petite entreprise obsolète ou vulnérable à de profonds changements. Ce travail est parfaitement cohérent avec la phase d'engagement critique de la conceptualisation de l'objet KMU. Pour cette raison, nous les regroupons dans le flux de dégénérescence. De plus, ils renforcent l'idée de contingence des idiosyncrasies des PME (Olivier Torrès. Pour une approche contestable de la spécificité de la pme. Actes du, 1996.)

I.3 PME et le développement local

Dans cette section, nous exposons le cadre conceptuel concernant le développement local afin de mieux comprendre cette notion.

I.3.1 Émergence du concept de développement local

Le développement communautaire est un concept bien documenté et connu dans le monde entier. Ses activités comprennent l'amélioration du niveau de vie des communautés d'une région donnée par l'intégration harmonieuse d'activités entre divers champs d'activités. L'idée de développement local est née de la théorie du développement endogène développée par deux théoriciens, John Friedman et Walter Stohr, à la fin des années 1950.

C'est une approche volontaire qui comprend le développement comme une approche ascendante et donne la priorité aux ressources endogènes concentrées dans des zones limitées. Elle fait appel aux traditions industrielles locales et prône notamment le respect des valeurs culturelles et l'utilisation de méthodes coopératives. Selon W. Stor, le développement intrinsèque se définit comme : Différences spatiales de développement, compte tenu des fondements historiques, culturels et institutionnels de la région. Innovation organisationnelle et institutionnelle au niveau local. Au départ, ce sont des associations et des militants qui ont apporté l'idée de développement communautaire, mais ensuite ce sont des entreprises et des administrations. Le développement rural est devenu un enjeu attractif pour les élus locaux confrontés aux défis du chômage et aux préoccupations de développement local. Notons tout d'abord que le concept de développement local est ambigu. Le développement régional est considéré comme la réponse à la crise du monde occidental des années 1970. Cela est lié aux diverses réorganisations des grandes entreprises fordistes, ainsi qu'aux réformes de l'État. Depuis 1980, ce terme ou concept est de plus en plus utilisé. Ceci est étroitement lié à la territorialisation de l'activité économique, ou décentralisation au sens de proximité spatiale.

(André Joyal et Laurent Deshaies. Développement local et pme québécoises innovantes : un lieu à explorer. *Canadian Journal of Regional Science*, 19 :333–348, 1996.) (Philippe Aydalot. *Economie régionale et urbaine*. Editions Economica, 1985.)

I.3.2 Définition du développement local

pour mieux cerner la notion de développement local, on peut citer les définitions suivantes : Selon GREFFE Xavier ; « territoires en France, les enjeux économiques de la décentralisation » souligne que :

« Le développement local est un processus de diversification et d'enrichissement des activités économiques et sociales sur un territoire à partir de la mobilisation et de la coordination de ses ressources et de ses énergies.

D'autres économistes ont défini le développement local comme : « un mouvement culturel, économique et social qui tend à augmenter le Bien être d'une société ; il doit commencer au niveau local, et se propager au niveau supérieur ; il doit valoriser les ressources d'un territoire par et pour les groupes qui occupent ce territoire, il doit être global et multidimensionnel recomposant ainsi les logiques sectorielles ». Par ailleurs, « le développement local n'est ni une mode ni un modèle, mais une dynamique qui souligne l'efficacité des relations commerciales non exclusives entre les personnes pour accroître la richesse à leur disposition ».

Pour Bernard Pecqueur, "le développement régional, dans son aspect le plus spontané, est un moyen pour les producteurs de biens et de services de s'adapter et de prendre des initiatives autonomes en réponse aux profondes mutations que connaît l'économie mondiale. Selon une étude commanditée par le CENEAP, les responsables interrogés en Algérie envisageaient le développement local comme suit :

La revitalisation régionale signifie améliorer les ressources régionales et viser une revitalisation régionale qui correspond aux ressources régionales. Le développement régional vise à améliorer la qualité de vie et la disponibilité des infrastructures. Le développement régional passe par l'autonomisation et le développement des PME/PMI. Le développement rural relève de la décentralisation, visant l'équilibre intra-régional pour répondre aux problèmes socio-économiques qui peuvent absorber le chômage.

(Bernard Ganne et al. Développement local et ensembles de pme. Technical report, 1992.) (Xavier Greffe. Territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation. FeniXX, 1984.)

I.3.3 Objectifs du développement local

Les buts du développement local sont :

- Le développement local vise à améliorer les conditions de vie afin que les populations locales puissent profiter d'un environnement sain et confortable.

- Il vise également à améliorer les conditions de vie afin qu'elle puisse s'épanouir dans une communauté qui offre de nombreuses opportunités sociales et culturelles.
- Il vise à améliorer le niveau de vie afin que chacun puisse travailler dans la communauté et gagner un revenu pour profiter des avantages de la communauté. Cela améliore la décentralisation de la gestion.
- Il représente un atout pour le territoire et les zones aménagées sont plus attractives. Le succès de l'approche de développement local dépend de plusieurs pré-requis. Ces prérequis peuvent être résumés en trois éléments :

Une culture de présence communautaire, de partenariat et d'action. Aussi, on peut ajouter que l'AD ne peut se réaliser sans la volonté d'une participation active de toutes les parties prenantes dans ce domaine .(ZERARA (Nadjet, « Contribution à l'Aménagement du Territoire des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme : Cas du PDAU intercommunal de Béjaïa ») (IDJERAOUI OUAHIBA, BOUTABBA HYNDA, and MILI MOHAMED. Problématique de la mobilité urbaine dans les villes algériennes. cas de la congestion routière à Bejaia. Analale Universitatii Bucuresti. Seria Geografie, 2019.)

I.3.4 Contribution des PME au développement local

Le concept de développement des petites entreprises et d'entrepreneuriat est né du reflet de la croissance et du développement depuis la fin des années 1940. Cela s'est concrétisé par l'adoption de politiques ciblées (subventions, prêts bonifiés, incitations fiscales, etc.) et la mise en place d'organismes d'appui aux PME. Entreprises publiques ou PME (la création d'organismes de soutien aux PME remonte à 1948 au Japon, 1953 aux États-Unis, 1954 en Inde, 1966 en Tanzanie et 1976 en Turquie).

Bien que les PME aient longtemps fait l'objet de politiques favorisant leur développement, les PME, y compris le secteur informel, ont continué à être perçues comme une catégorie artificielle, surtout des années 1980 à la fin des années 1990, et leur Le sens est principalement "social et politique" . Dans la plupart des pays en développement, les PME et l'économie informelle étaient à l'origine de ce qui pouvait alors et encore être considéré comme le seul véritable secteur, mais les stratégies de développement du secteur privé préconisées et mises en œuvre dans ces pays étaient plus sensibles aux besoins des grandes entreprises.

Nous y répondons, y compris les sociétés étrangères affiliées. La décision d'aller dans cette direction a été en partie motivée par les résultats plutôt décevants des programmes de soutien à grande échelle pour les PME mis en place dans les pays développés depuis les années 1970. créent ensemble plus de 55 emplois dans les pays à revenu élevé. Ensemble,

les PME et les entreprises du secteur informel créent plus de 60 emplois dans les pays à faible revenu et créent plus de 95 emplois du PIB des pays à revenu intermédiaire. Cela montre que l'importance relative des PME et du secteur informel (économie souterraine) est inversement proportionnelle au développement économique.

Dans les pays à faible revenu, en particulier les pays en développement, les PME contribuent moins à l'emploi et au PIB. Le secteur informel assure néanmoins les moyens de subsistance de la majorité des plus pauvres. Une priorité politique clé dans les pays en développement est donc de briser la dichotomie entre les secteurs formel et informel afin de permettre aux pauvres d'accéder aux marchés et de participer à des activités commerciales à plus forte valeur ajoutée. Dans les pays à revenu intermédiaire, la part de l'emploi et du PIB des PME dans le secteur formel est supérieure d'environ 20 % à celle du secteur informel. Dans ces pays, il est donc également économiquement avantageux de supprimer les barrières qui empêchent les entreprises du secteur informel d'entrer dans la sphère formelle.

Pour preuve, dans les pays à revenu élevé, la part des PME dans l'emploi total (environ 65 %) et le PIB (environ 55 %) est plus de trois fois supérieure à celle du secteur informel. En outre, ces pays prennent des mesures pour intégrer autant d'entreprises du secteur informel que possible dans le secteur formel. (Caractéristiques et IMPORTANCE DES PME. Chapitre 1 : caractéristiques et importance des PME. 2022.)

I.3.5 Contribution des PME au programme économique

Bien que les PME aient longtemps fait l'objet de politiques favorisant leur développement, les PME, y compris le secteur informel, ont continué à être perçues comme une catégorie artificielle, surtout des années 1980 à la fin des années 1990, et leur Le sens est principalement « social et politique ».

Dans la plupart des pays en développement, les PME et les économies parallèles étaient à l'origine de ce qui était considéré comme la seule activité véritablement assimilable au secteur privé, mais les stratégies de développement du secteur privé prônées et mises en œuvre dans ces pays, sont devenues bien plus. Nous répondons aux besoins des grandes entreprises, y compris les sociétés affiliées à l'étranger.

Ce choix directionnel a été en partie motivé par les résultats plutôt décevants des dispositifs de soutien bénéfiques aux grandes PME mis en place dans les pays développés

depuis les années 1970. Cela vaut non seulement pour certains pays développés, mais aussi pour les pays en développement. (« Chapitre 1 : Caractéristiques et importance des PME », Revue de l'OCDE sur le développement, vol. n o 5, no. 2, 2004, pp. 37-46.).

I.3.6 Contribution des PME dans l'emploi

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle économique et social très important, tant par leur importance dans la structure économique que par leur création d'emplois. Ce rôle est apprécié en temps de crise et d'aggravation du chômage. Les PME apparaissent donc comme la structure la plus appropriée pour permettre la « condensation » de la structure de production, permettant ainsi une plus grande croissance économique. Comme la promotion de l'emploi est indissociable de la création d'entreprises, une telle orientation ouvre des possibilités pour les PME de s'engager dans de nombreuses activités productives et créatrices d'emplois. de s'intégrer au marché du travail, ce qui a pour but ultime de faire baisser le taux de chômage. (E MCA. Les pme socle de développement économique en Algérie : Réalité ou mythe?)

Conclusion

Le développement local est le processus par lequel une communauté participe à façonner son propre environnement afin d'améliorer la qualité de vie de ses habitants. L'émergence de nouveaux acteurs économiques et de nouvelles manières de contrôler et d'intervenir dans la sphère économique doit rendre notre territoire attractif. Il s'agit de renforcer l'attractivité par la construction d'équipements, la disponibilité et le développement des services. Aménagement de parcs industriels et modernisation des réseaux de transport pour accueillir les entreprises. Mais cela inclut aussi le développement régional avec son contexte diversifié, la contribution des PME à tous les niveaux existant dans une région particulière.

Chapitre : II

Développement de la PME en Algérie

Introduction

Le gouvernement algérien comprend que le secteur public ne peut à lui seul répondre aux besoins économiques et sociaux croissants du pays et doit de toute urgence se tourner vers le secteur privé. Et dans ce contexte de transition de l'économie vers l'économie de marché, les PME se sont imposées comme des entités capables de combler les déficits des grandes entreprises publiques par leur diversité, leur flexibilité et leur capacité à créer des emplois. Dans ce chapitre, nous allons définir la PME algérienne, citer ses caractéristiques et suivre son évolution historique.

II.1 Définition de PME algérienne et aperçue historique des PME en Algérie

Dans cette section, nous allons donner une définition de la PME ainsi son aperçue historique en Algérie.

II.1.1 Définition de la PME algérienne

Jusqu'en 2001, l'Algérie n'avait pas de définition formelle d'une PME et l'Office national des statistiques (ONS) a défini une PME en décembre 2001 comme une entreprise produisant des biens et des services. L'adoption de la loi d'orientation sur les PME a conduit à une définition plus formelle inspirée de la définition de l'Union européenne.

La définition de la PME adoptée par l'Algérie est basée sur sur trois critères : critères suivants :

- Force de travail ;

- Volume des ventes ;
- Rapport annuel.

Petites entreprises quelle que soit leur forme juridique. Elle est définie comme une entreprise qui produit des biens et des services, emploie entre 1 et 250 personnes, et réalise un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 2 milliards de dinars (DA). Le bilan annuel ne dépasse pas 500 millions de dinars. La loi sur les petites entreprises classe les entreprises de taille moyenne en trois types.

Entreprises de 50 à 250 salariés, chiffre d'affaires de 200 millions à 2 milliards de dinars, total bilan de 100 à 500 millions de dinars.

Petite entreprise : Elle est définie comme une entreprise ayant de 10 à 49 salariés et un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 200 millions de dinars ou un total de bilan n'excédant pas 100 millions de dinars.

Très Petite Entreprise (TPE) ou Micro Entreprise : Elle est définie comme une entreprise de 1 à 9 salariés et un chiffre d'affaires annuel inférieur à 20 millions de dinars ou une entreprise dont le total du bilan n'excède pas 10 millions de dinars et de 1 à 250 salariés.

(Samia Gharbi. Les PME/PMI en Algérie : État des lieux. Documents de travail, 238, 2011.)

II.1.2 Aperçu historique des PME en Algérie

La PME algérienne est passée par plusieurs phases d'évolution avant sa concrétisation par la loi en mettant l'accent sur les trois périodes résumé ci-dessous.

1. **Première période : 1962-1982** : dans une économie socialiste planifiée. L'État était constitué d'un immense secteur public qui contrôlait près de 70 % de la création de valeur. Il couvre toutes les grandes industries (hydrocarbures, métallurgie, machines, électricité, gaz). Cette période est marquée par la création de grandes entreprises nationales telles que SONATRACH, SONACOME, SN METAL, SINOPEC et SONELGAZ. . . La PME-PMI était absente et relativement isolée. L'industrie civile de transformation était de nature familiale, pas à grande échelle, et au mieux artisanale.

Diverses politiques de développement visaient les entreprises publiques. Le secteur ouvert aux PME privées était un secteur qui exigeait peu de compétences techniques et aussi peu de travailleurs qualifiés que possible. Par exemple, le secteur du commerce et des services. Entre 1962 et 1982, seuls 600 ont été construits annuellement, avec une viabilité incertaine et un impact économique limité. Les premières lois sur

l'investissement ont confirmé les monopoles d'État. C'était en 1963, lorsque le capital privé n'avait reçu ni bénéfices ni garanties. Les entreprises privées étaient soumises à un contrôle très strict en raison des impôts qui les empêchaient de lever leurs fonds propres. Le KMU/SMI a en fait démarré avec le premier plan quadriennal (1970-1973). Cette période correspond à la phase de rodage des équipements de planification et à la phase d'accumulation de l'état avec le démarrage de tous les projets industriels, suivie d'un second plan quadriennal (1974-1978). Pendant cette période, le développement des PME/PMI était exclusivement assuré par des organismes publics soucieux d'assurer l'équilibre régional. Au total, 594 PME/PMI ont été créées durant cette période.

2. **Deuxième période 1982-1988 :** En 1982, après deux décennies de domination du secteur public, l'État a autorisé un niveau d'investissement très limité pour donner au secteur privé un rôle complémentaire dans certaines activités. Ainsi, la classe moyenne a été utilisée comme moyen de surmonter la crise de la dette. Bien que cette période ait été marquée par des réformes majeures, il y a toujours eu un système d'économies contrôlées. Cette deuxième phase, bien que produisant deux plans quinquennaux (1980-1984 et 1985-1989) favorables au secteur privé, a connu un développement marqué par une importante retenue.

Acquisition d'équipements et, dans certains cas, de droits de transmission requis pour les occupations principales. Accès aux autorisations globales d'importation (AGI). Système d'importation sans frais. Les prêts bancaires ne doivent pas dépasser 30% de l'investissement total. Pour une société à responsabilité limitée (SARL), l'investissement ne peut excéder 30 millions. Interdiction de posséder plusieurs investissements par un même entrepreneur.

3. **Troisième période : depuis 1988 :** La loi a été progressivement assouplie à partir de 1988 par la loi 88-25 du 19 juillet 1988, levant le plafond des investissements privés. L'année 1988 a été une période de transition pour l'économie algérienne vers une économie de marché, et ce changement a conduit à l'établissement de relations avec les institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ainsi, parallèlement à la restructuration majeure du secteur public, un certain nombre de mesures ont été prises en faveur des PME privées en termes d'accompagnement et de développement, Création du Ministère des petites et moyennes entreprises en juillet 1993.

- En octobre 1993, la loi sur l'investissement en capital a été promulguée.
- En octobre 1994, l'Autorité de surveillance du financement et des investissements (APSI) a été créée. En août 1995, la stratégie de développement des PME a été formulée.

- 2001, Autorité nationale d'investissement et de Développement (ANDI).

(CHELIL Abdelatif and AYAD Sidi Mohamed. Pme en Algérie : réalités et perspectives. Université de Tlemcen.)

II.2 Principales composantes de la PME algérienne et son évolution

L'ouverture de l'économie de l'Algérie amorcée à la fin des années 80 a entraîné un développement important du parc des entreprises privées. Ce développement concerne le nombre de nouvelles firmes créées ainsi que leur contribution dans les différents secteurs d'activité.

II.2.1 Composantes de la PME algérienne

II.2.1.1 PME privées

À la fin du premier semestre 2021, le nombre de PME privées au niveau national communiqué par le Ministère de l'Industrie, de la Promotion des Investissements, des Petites et Moyennes Entreprises était de 1 013 637, réparties en :

- **Société** : 577 386 représentants 56,94% du total.
- **Personnes physiques** : 202 953 représentants 20,01% du total.
- **Activités artisanales** : 233 298 délégués, 23,01% du total.

Par rapport à la fin 2020, les PME privées ont progressé de 6,5% marquant ainsi une hausse de 79 600.

- 537 901 sociétés.
- 178 994 personnes physiques.
- 217 142 liées aux activités artisanales.

Dans cette catégorie, les inscriptions au niveau des personnes morales au CNAS pour le premier semestre 2021 montrent que les créations enregistrées ont atteint 38 788 nouvelles PME, tandis qu'au niveau du CASNOS 445 426 nouvelles PME (personnes physiques) ont été créées. Même période. Les PME (personnes morales) de tous statuts sont majoritairement concentrés dans le secteur des services (52%), suivi du secteur de la construction (29%).

II.2.1.2 PME publiques

Les PME publiques représentent une petite fraction de la population des PME algériennes. En 2021, on comptera 438 PME au premier semestre 2021 contre 532 au premier

semestre 2020. Ce nombre est en baisse de 17,6% par rapport à l'année précédente. Les PME sont passées de 532 à 438. Les effectifs de l'entreprise sont passés de 46 165 en 2014 à 35 698 au premier semestre 2021. Cette augmentation peut être attribuée au nouveau plan quinquennal de 2010 à 2014. Le plan a alloué 40 ressources au développement des infrastructures de base et à l'amélioration du secteur des petites et moyennes entreprises publiques opérant dans tous les domaines d'activité de l'économie nationale. Agriculture (41 PME/EPE), Industrie (44%), Services (23%). Travaux publics (réseau routier, transports tramway, etc.).

(Bourahla Allal. Emergence et développement de l'innovation dans la pme : Cas d'une entreprise de l'ouest algérien. *Revue des Sciences Economiques*, 7(7), 2012.)

(DAOUDI Ilhem. Entrepreneuriat et croissance économique en Algérie : Quelle relation ? entrepreneurship and economic development in Algeria : The relationship. *Revue des sciences administratives et financières*, 5(01) :506–516, 2021.)

II.2.2 Évolution de la PME en Algérie

Depuis l'introduction de la nouvelle loi sur les investissements en 1993, l'Algérie a mis en place une nouvelle politique de promotion des investissements. Le nombre est en constante augmentation. Les statistiques montrent que 75 PME recensées en 2005 ont été créées après ce nouveau code et plus de 35% ont été créées dans l'année (2000-2005). Les dispositions concernant le développement des investissements ont été renforcées en 2001 et une nouvelle loi d'orientation des PME visant à promouvoir l'esprit d'entreprise. Le taux de croissance des entreprises privées évolue positivement d'année en année. De plus en plus de créations ; le nombre de petites et moyennes entreprises privées créées était inférieur à 1 000 avant 1990 et a atteint 100 000 entreprises en 2000 et a continué de croître pour dépasser 300 000 entreprises en 2008²⁹.

En 2001, les pouvoirs publics ont renforcé les dispositions relatives au développement de l'investissement productif par une nouvelle loi d'orientation PME, visant à promouvoir l'entrepreneuriat (adoptée en décembre 2001). En conséquence, le nombre de PME a augmenté de manière significative pour atteindre 245 842 PME en 2005, soit une augmentation de 9 entreprises par rapport à 2004, pour atteindre 780 339 PME en 2016. En (8) année, la population des PME privées en Algérie a augmenté de plus de 135 %, soit 16,5 % annuellement.

Contrairement aux PME privées, les PME publiques ont enregistré une baisse de 436 en 11 ans. Le secteur de l'artisanat a connu une nette augmentation passant de 96 072 entreprises en 2005 à 233 298 entreprises au premier semestre 2016. A la fin du premier semestre 2016 ; 780 339 PME privées, dont 233 298 femmes artisans supplémentaires,

représentent plus de 99% du nombre total de PME en Algérie, alors que le secteur public ne représente qu'une part minime, il n'y a que 438 PME, soit 20% de la population totale des PME. En termes de densité, à la fin du premier semestre 2016, l'industrie enregistre un ratio de 23 PME/PMI pour mille habitants (23/1000) (il était de 10/1000 en 2005), même si le taux de croissance à ce rythme, ce ratio est encore très éloigné des standards internationaux avec le ratio le plus faible d'environ 45 PME/PMI pour mille habitants (45/1000).

II.3 Cadre d'analyse des politiques de développement des PME en Algérie

La politique de développement des PME en Algérie est basée sur plusieurs axes stratégiques, nous avons mis l'accent sur quatre axes stratégiques fondamentaux et les contraintes de développement des PME afin d'identifier les obstacles et les difficultés rencontrés par les PME.

II.3.1 Quatre essieux stratégiques

Les petites et moyennes entreprises sont un élément essentiel et essentiel du moteur du développement, la création d'entreprise est le moteur de la restructuration économique, de la création d'emplois, de l'entrepreneuriat, de la créativité et de la croissance, de l'innovation et de la créativité locale. Dans le monde entier, les petites et moyennes entreprises jouent un rôle de premier plan dans le développement et la croissance des emplois. Torres montre que ce sont les PME qui jouent un rôle de catalyseur dans le développement économique. En outre, le gouvernement travaille à l'élaboration d'une politique intégrée de développement des PME pour favoriser la création de nouvelles PME et soutenir le développement et la croissance des PME.

En se basant sur l'article suivant (Jean-Michel Plane and Olivier Torres. Le recours au conseil est-il un processus dénaturant pour la PME, Actes du CIFEPME, 1998.)

II.3.1.1 Soutien à l'accès aux marchés publics

L'accès au marché est un avantage important pour les entreprises algériennes. À cet égard, une marge de 25% est accordée aux produits d'origine algérienne et/ou aux sociétés de droit algérien dont le capital est détenu par des citoyens algériens. Ainsi, il oblige les services sous-traités à recourir à des appels d'offres nationaux lorsque la production nationale ou l'instrument national de production peut satisfaire la demande du service sous-traité. Parallèlement, les entreprises étrangères soumissionnant aux marchés publics sont tenues d'investir en Algérie dans le cadre d'une coopération avec une société de droit

algérien dont le capital est détenu par des citoyens permanents.

II.3.1.2 Plan de soutien au financier aux entreprises

Un autre avantage concerne le soutien au financement des activités des entreprises. Par ailleurs, afin de développer de nouveaux instruments financiers pour les intérêts des entreprises et de permettre le développement des sociétés de capital-risque, l'État a instauré une exonération temporaire de l'impôt sur les sociétés pendant cinq ans à compter du début de ses activités. Cette action a été soutenue au niveau local par la mise en place d'un fonds d'investissement au niveau de la Wilaya qui se charge de la participation au capital des PME.

En outre, le système traditionnel de crédit bancaire a été renforcé avec le développement de systèmes de crédit-bail spécifiquement destinés aux PME en offrant plus d'avantages dans le financement des investissements en biens d'équipement. D'autres mesures visaient à faciliter les procédures d'ouverture de lettres de crédit pour l'approvisionnement des industries locales et l'octroi de bonifications d'intérêts sur les prêts des banques aux PME. D'autres mesures ont mis en place un fonds d'investissement de l'Etat doté d'une capitalisation de 150 milliards de DA et mis en place des prêts à long terme accordés par le Ministère des Finances aux banques au profit des entreprises. En outre, les garanties émises par le Fonds de garantie des crédits aux PME, les banques et les établissements financiers pour couvrir les prêts d'investissement aux PME seront assimilées aux garanties de l'État.

Le montant maximum de la garantie financière accordée par le Fonds de Garantie PME sera porté de 50 millions de DA à 250 millions de DA. Toutes les organisations et institutions complémentaires spécialisées dans le soutien et la promotion des petites et moyennes entreprises sont soutenues par l'État. Par exemple,

voici deux institutions : *Service National pour l'Emploi des Jeunes et Caisse Nationale d'Assurance Chômage*, Ces deux institutions, ainsi que *l'Agence nationale de gestion du microcrédit*, ont joué un rôle central dans la création d'entreprises ces dernières années. Cela permettra à l'ANSEJ de créer un fonds d'investissement au niveau des wilayas chargé de participer au Fonds de garantie DA et au capital des petites et moyennes entreprises créées par de jeunes entrepreneurs.

II.3.1.3 Facteurs fiscaux sociaux

Depuis 1993, le système fiscal du gouvernement algérien vise à encourager l'investissement et les petites et moyennes entreprises. Pour rétablir ce déséquilibre spatial, l'Etat a instauré un abattement de 15% à l'IBS pour les petites entreprises implantées en Wilaya éligibles à l'aide du Fonds du Plateau. Wilayas éligibles aux subventions du Fonds Sud.

À cet égard, l'État tente également de renforcer les partenariats et les synergies entre PME ou groupes ou d'encourager l'exportation des entreprises.

II.3.1.4 Réduction des coûts de mains d'œuvres

Le développement des PME est indissociable de la politique algérienne de promotion de l'emploi. Au cours de la période de référence, les mesures prises peuvent viser à réduire le coût du travail ou à intervenir dans des structures de formation peu connectées au marché du travail. Les actions d'amélioration de la formation et de l'employabilité sont soutenues par des exonérations globales de cotisations pour les employeurs qui dispensent une formation ou un complément de formation à leurs salariés.

Le plus important, sans doute, est une nouvelle réduction des cotisations patronales de sécurité sociale pour les employeurs qui doublent leur effectif initial en employant neuf travailleurs ou plus. La période de subvention est d'un an. L'État verse également à tous les employeurs une aide à l'emploi mensuel pour chaque emploi pendant trois ans si le contrat de travail est conclu pour une durée indéterminée. Exemple : Les employeurs des Cotisations Sociales chaque fois qu'ils embauchent un demandeur d'emploi (y compris un demandeur d'emploi) régulièrement inscrit auprès d'un cabinet de recrutement depuis six mois dans une entreprise de tourisme, d'artisanat, de culture, d'agriculture, de chantier ou de services allègent la charge.

La réduction est encore plus importante pour toutes les offres réalisées dans les régions Haut-Plateau et sud pendant au moins 12 mois et jusqu'à 3 ans. De même, une prolongation de deux ans de la période d'exonération de l'IRG ou de l'IBS favorise les jeunes promoteurs éligibles à l'aide à la formation professionnelle des jeunes et qui s'engagent à embaucher indéfiniment au moins trois salariés.

II.3.2 Restrictions au développement des PME en Algérie

Toutes les études récentes montrent que les PME algériennes sont soumises à de multiples contraintes d'intensité variable. D'après Une étude de la Banque mondiale (2003) on présente présente les obstacles rencontrés par les dirigeants de PME selon la hiérarchie décroissante suivante, correspondant à la gravité de chaque obstacle :

1. La compétition de l'informel ;
2. L'accès aux crédits ;
3. Coût du crédit ;
4. Les taux d'impôts ;
5. Les incertitudes sur la politique économique ;
6. Les délais bancaires ;

7. La corruption ;
8. L'administration fiscale ;
9. L'accès au foncier ;
10. L'accès aux devises ;
11. Les douanes / réglementations ;
12. L'enregistrement de l'entreprise ;
13. La pénurie de main d'œuvre qualifiée ;
14. Les services portuaires ;
15. L'accès au téléphone ;
16. La législation du travail ;
17. L'accès à l'énergie.

Ces restrictions qui freinent le développement des petites entreprises ne sont pas forcément perçus dans le même ordre par tous les dirigeants et propriétaires, et varient selon le type d'activité.

Afin de mieux comprendre leurs contours, nous vous proposons de considérer ci-dessous celles qui nous paraissent les plus importantes. Contraintes découlant du secteur informel, de la finance, du marché du travail, liées au site, administratives, judiciaires et informationnelles.

II.3.2.1 Restrictions découlant des activités informelles dites clandestine

L'ampleur et la complexité croissantes de l'activité informelle dans la vie économique, sociale et politique des pays en développement est un phénomène incontestable. Le secteur informel, également appelé économie souterraine ou économie parallèle, est un secteur non structuré qui couvre des domaines de l'économie où des unités de production opèrent clandestinement en dehors des circuits économiques et financiers formels, sans suivre de procédure légale. Création et/ou manipulation et utilisation.

À défaut de définition claire, en Algérie, « non régulièrement immatriculée » désigne toute société non agricole immatriculée administrativement mais n'ayant pas déclaré son existence auprès de l'administration fiscale, CNAS ou CASNOS.

C'est une concurrence déloyale des importateurs qui ont réussi à contourner les barrières tarifaires.

Cette observation soulève une question importante, à laquelle nous estimons qu'il est très important de répondre. Alors que le pays semble vouloir passer à une économie libre à laquelle tous les acteurs économiques peuvent participer, quelle est la raison pour laquelle

ces acteurs opèrent dans le secteur informel. Il existe un marché intérieur d'environ 80 millions de consommateurs et de maghrébins. L'une des principales raisons pour lesquelles les micro-entrepreneurs algériens se cachent est la complexité administrative liée à la création d'une entreprise.

(Karim SI LEKHAL, Youcef Korichi, and Ali Gaboussa. Les pme en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *Algerian Business Review*, 2(2) :29–49, 2013.)

II.3.2.2 Limites monétaires

Même avec une économie forte, les PME considèrent l'accès au financement comme l'un des principaux obstacles au développement et à l'investissement, en particulier à moyen et long terme. L'accès aux sources de financement est particulièrement difficile pour les petites entreprises qui ne disposent pas de garanties suffisantes, de références établies ou d'historique de crédit. Cette entreprise algérienne ne fait pas exception.

Absence de concept de partage de la prise de risque entre les institutions financières. Une fiscalité régulière, lourde sans vision stratégique de développement et une quasi-fiscalité pour favoriser l'emploi.

(Karim SI LEKHAL, Youcef Korichi, and Ali Gaboussa. Les pme en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *Algerian Business Review*, 2(2) :29–49, 2013.)

II.3.2.3 Restrictions du marché de travail

En Algérie, le marché de travail est encore instable et sujet à tous les dépassements possibles. Les contraintes qu'il subit sont multiples. On peut citer les plus importantes :

- Le manque accru des experts en management, des gestionnaires, des techniciens qualifiés, etc ;
- L'existence de fortes contraintes dans la gestion des ressources humaines (la gestion des contrats, des procédures et des coûts de licenciement...);
- L'inexistence d'Instituts de formations spécialisées et la faiblesse de la qualité des programmes assurés ;
- L'inadaptation des formations dispensées par les universités avec les besoins réels des entreprises et en matière des techniques modernes de management, gestion et de marketing.
- Difficultés de la pratique des langues étrangères chez la plupart des nouveaux diplômés.

(Nordine Grim. L'économie algérienne est otage de la politique. Casbah, 2004.)

II.3.2.4 Restrictions d'échappement commercial

La question foncière reste d'actualité pour l'environnement des affaires en Algérie, malgré la mise en place en 1994 d'un comité d'accompagnement pour trouver et promouvoir l'investissement au niveau de la Wilaya. Le manque d'espace commercial est l'une des principales raisons pour lesquelles de nombreux projets et incitations à l'investissement sont en déclin. Les procédures d'accès aux terres sont lourdes et prennent beaucoup de temps. Bref, l'accès à l'espace commercial est très difficile en termes de disponibilité, de démarches administratives, de tarification et de modalités de paiement, de réglementation.

(Karim SI LEKHAL, Youcef Korichi, and Ali Gaboussa. Les pme en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *Algerian Business Review*, 2(2) :29–49, 2013.)

II.3.2.5 Restrictions administratives et judiciaires

L'un des problèmes les plus fréquents auxquels sont confrontées les PME algériennes à chaque étape du processus de développement est la complexité des procédures administratives. Le gouvernement algérien sous-modernisé est un obstacle majeur à l'émergence d'une économie de marché basée sur la libre concurrence et la promotion de l'investissement privé.

Il appartient donc au pouvoir judiciaire et au rôle des juges de veiller à ce que les institutions dont ils sont les garants remplissent au mieux leur rôle et participent au renforcement de l'État de droit en coopération avec d'autres autorités. C'est le fondement de toutes les démocraties et de toutes les économies modernes.

(Philippe Adair and Fredj Fhima. Accès au crédit et promotion des pme en tunisie. *Euro-Mediterranean Economics and Finance Review*, 4(3) :26–52, 2009.)

II.3.2.6 Limite d'information

Le manque d'information est l'un des principaux obstacles pour les propriétaires de petites entreprises qui veulent conquérir les marchés extérieurs, selon les experts. Cependant, la réalité de l'économie algérienne se caractérise par un net manque d'informations disponibles.

Manque d'information sur la concurrence et les pratiques des opérateurs économiques. Au vu de toutes ces lacunes, nous pensons que la mise en place de systèmes efficaces de collecte, d'analyse et de diffusion de l'information économique est essentielle pour l'émergence du secteur privé et le développement des PME.

(Karim SI LEKHAL, Youcef Korichi, and Ali Gaboussa. Les pme en Algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *Algerian Business Review*, 2(2) :29–49, 2013.)

Conclusion

L'Algérie souffre d'un manque brutal de connectivité entre le monde de la recherche académique et les réalités économiques des entreprises. La localisation et le milieu des affaires de l'Algérie, ainsi que le manque d'intégration du développement économique dans la logique de fonctionnement des collectivités locales, ne facilitent en rien l'émergence de l'entrepreneuriat.

Pour y remédier, l'État algérien et ses institutions sont invités à participer avec les partenaires industriels et économiques aux futurs projets du système de recherche et d'enseignement en créant des missions de formation adaptées aux besoins du marché du travail en augmentation. L'entrepreneuriat basé sur une éducation de qualité en gestion et management, basée sur des interventions extérieures (managers, entrepreneurs, etc.), favorisant l'apprentissage en entreprise, mais surtout diffusant une culture de l'entrepreneuriat dans la société algérienne et l'enseignement dans des cursus collégiaux intégrant des initiatives privées. L'idée de l'entrepreneuriat universitaire mérite d'être soutenue.

Chapitre : III

Analyse des données et statistique des PME

Introduction

Les PME sont un outil stratégique, important et essentiel dans toute économie qui aspire à un développement réaliste, dynamique et durable. C'est un moyen essentiel d'apporter la prospérité à un pays, d'assurer une croissance continue et durable et de créer des emplois. Il s'agit d'une moyenne de 2 à 3 salariés par entreprise, ce qui explique la présence de très petites entreprises dans le parc privé des PME algériennes.

En effet, elle est dominée par un secteur marchand aux mains de TPE, qui est essentiellement une très petite entreprise familiale. Les PME se caractérisent par une densité inférieure à la densité moyenne des pays développés puisqu'il n'y a que 28 entreprises pour 1000 habitants contre 45 entreprises pour 1000 habitants dans les pays de l'OCDE.

(bulletin d'information statistique des pme edition novembre 2021)

III.1 Synthèse des cinq dernières années des petites et moyenne entreprise en Algérie

III.1.1 Population totale des PME en Algérie

À la fin du premier semestre 2017, la population totale des PME est de 1 060 289 dont près de 57% sont des personnes morales dont 264 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste sont des personnes physiques (44%), 21% dans les professions libérales et 23% dans l'artisanat.

La figure III.1 résume les statistiques des PME édition novembre 2017¹

1. Source : bulletin d'information statistique des PME édition novembre 2017

Type des PME	Nombre de PME	Part %
PME privée		
Personne morale	595810	56,94 %
Personne physique	464215	43,78 %
Dont profession libérale	220516	20,79 %
Dont profession artisanale	243699	22,98 %
S/ total 1	1060025	100 %
PME publique		
Personne morale	264	0,02 %
S/ total 2	264	0,02 %
Total	1060289	100 %

FIGURE III.1 – Statistique des PME édition novembre 2017

III.1.2 Situation a la fin du premier semestre de 2018

A la fin du premier semestre 2017, la population totale des PME est de 1 060 289 dont près de 57% sont des personnes morales dont 264 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste sont des personnes physiques (44%), 21% dans les professions libérales et 23% dans l'artisanat.

La figure III.2 résume les statistiques des PME édition novembre 2018²

Type de PME	Nombre de PME	Part %
PME privé		
Personne morale	628219	57,47 %
Personne physique	464689	42,55 %
Dont profession libérale	223195	20,42 %
Dont profession artisanale	241494	22,09 %
S/total 1	1092908	42,51 %
PME public		
Personne morale	262	0,02 %
S/total 2	262	0,02 %
Total	1093170	100 %

FIGURE III.2 – Statistique des PME édition novembre 2018

2. Source : bulletin d'information statistique des PME édition novembre 2018.

III.1.3 Situation a la fin du premier semestre de 2019

A la fin du premier semestre 2017, la population totale des PME est de 1 060 289 dont près de 57% sont des personnes morales dont 264 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste sont des personnes physiques (44%), 21% dans les professions libérales et 23% dans l'artisanat.

La figure III.3 résume les statistiques des PME édition novembre 2019³

Type des PME	Nombre de PME	Part %
PME privé		
Personne morale	659573	56,28 %
Personne physique	512128	43,70 %
Dont profession libérale	243759	20,80 %
Dont profession artisanale	268369	22,90 %
S/total 1	1171701	99,98 %
PME public		
Personne morale	244	0,02 %
S/total 2	244	0,02 %
Total	1171945	100 %

FIGURE III.3 – Statistique des PME édition novembre 2019

III.1.4 Situation a la fin du premier semestre de 2020

A la fin du premier semestre 2017, la population totale des PME est de 1 060 289 dont près de 57% sont des personnes morales dont 264 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste sont des personnes physiques (44%), 21% dans les professions libérales et 23% dans l'artisanat.

La figure III.4 résume les statistiques des PME édition novembre 2019⁴

3. Source : bulletin d'information statistique des PME édition novembre 2019.

4. Source : bulletin d'information statistique des PME édition novembre 2019.

Type des PME	Nombre des PME	Part %
PME privée		
Personne morale	678057	56,06 %
Personne physique	531195	43,92 %
Dont profession libérale	250485	20,71 %
Dont profession artisanale	280710	23,21 %
S/total 1	1209252	99,98 %
PME publique		
Personne morale	239	0,02 %
S/total 2	239	0,02 %
Total	1209491	100 %

FIGURE III.4 – Statistique des PME édition novembre 2020

III.1.5 Situation a la fin du premier semestre de 2021

Au premier semestre 2021, la population totale des PME est de 1 267 220 dont 56% de personnes morales dont 225 Entreprises Publiques Economiques (EPE). Le reste (44%) sont des personnes physiques, dont 20,46% sont des professions libérales et 23,53% sont des ouvriers.

La figure III.5 résume les statistiques des PME édition novembre 2021 ⁵

Types des PME	Nombre des PME	Part %
PME privé		
Personne morale	709571	55,99 %
Personne physique	557424	43,99 %
Dont profession libre	259236	20,46 %
Dont profession artisanale	298188	23,53 %
S/total 1	1266995	99,98 %
PME public		
Personne morale	225	0,02 %
S/total 2	225	0,02 %
Total	1267220	100 %

FIGURE III.5 – Statistique des PME édition novembre 2021

5. Source : bulletin d'information statistique des PME édition novembre 2021.

III.2 Développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie

Dans cette section, nous allons faire une analyse des situations de cinq dernières années. La figure III.6 qui résume le développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie, nous constatons que :

Le secteur qui a enregistré le plus de créations au cours des premiers semestres 2016 et 2017 reste le secteur des services avec 53,04%. A la fin du premier semestre 2017, l'industrie comptait 92 804 entreprises contre 99 275 entreprises à la fin du premier semestre 2016. Cela correspond à une baisse de 6,5

Les services sont restés le secteur avec le plus grand nombre de startups au cours des deux premières années et demie des exercices 2018 et 2019, avec 51,43 %. À la fin du premier semestre 2019, on comptait 102 128 PME contre 97 803 à la fin du premier semestre 2018. Augmenté de 4,42 %.

Le secteur avec les start-ups les plus fortes entre 2019 et le premier semestre de 2020 reste les Services avec 51,43%. A la fin du premier semestre 2020, le nombre d'entreprises industrielle était de 104 598, en hausse de 2,42%, contre 102 128 au premier semestre 2019.

Le secteur qui enregistre la plus forte création d'entreprises à l'issue du premier semestre 2021 est celui des services, avec 51,39%. Le nombre de PME s'élève à 104 598 à la fin du premier semestre 2020 contre 108 762 au premier semestre 2021. Augmentation de 4%.

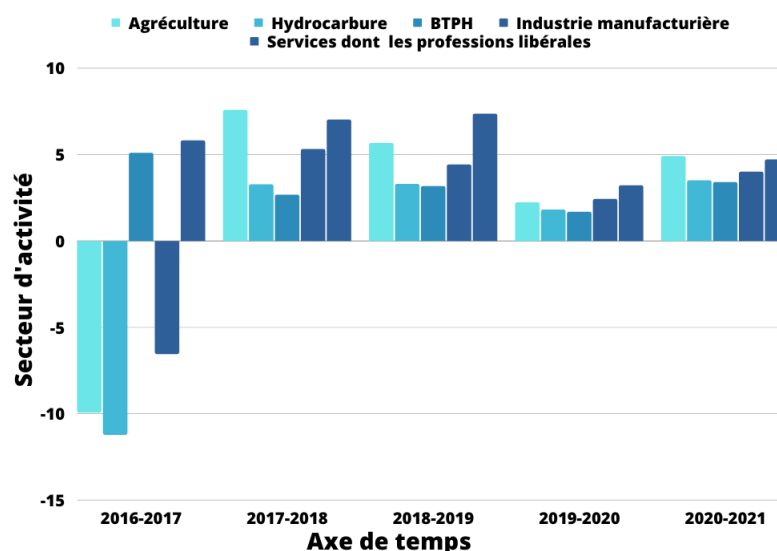


FIGURE III.6 – Développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie

III.3 Situation actuelle et développement des PME dans la wilaya de TiziOuzou enquête sur trois PME de l'industrie agro alimentaire

Dans cette section, nous résumons ci-dessous le nombre de PME crée dans la wilaya de Tizi Ouzou durant les cinq dernières Année.

III.3.1 Concentration des PME dans la wilaya de TiziOuzou durant les cinq dernières années

D'après la figure III.7 qui résume les statistiques Concentration des PME dans la wilaya de Tizi Ouzou durant les cinq dernières années. On a constaté qu'il n'y avait pas une grande évolution dans le nombre de PME créé durant ces 5 dernières Année, le taux de concentration a évolué de 2 % seulement durant la période de 2016 et 2018 , comme on remarque une certaine stagnation du taux de concentration des PME durant la période de 2019 et 2020 et cela est en grande partie a cause de la crise sanitaire qu'a connu le monde entier et qui a fortement touché l'économie mondiale de plus d'autre raison économique .

Nombre de PME 2016	Mouvement de PME				Nombre de PME 2017	Nombre de populations	TC
	Création	Radiation	Réactivation	Croissance			
34743	1355	219	424	1560	36303	1127607	32
Source : Bulletin d'information statistique des PME, édition novembre 2017							

Nombre de PME 2017	Mouvement de PME				Nombre de PME 2018	Nombre de populations	TC
	Création	Radiation	Réactivation	Croissance			
36754	1256	180	479	1555	38309	1127607	34
Source : Bulletin d'information statistique des PME, édition novembre 2018							

Nombre de PME 2018	Mouvement de PME				Nombre de PME 2019	Nombre de populations	TC
	Création	Radiation	Réactivation	Croissance			
39170	750	199	386	937	40107	1127607	36
Source : Bulletin d'information statistique des PME, édition novembre 2019							

Nombre de PME 2019	Mouvement de PME				Nombre de PME 2020	Nombre de populations	TC
	Création	Radiation	Réactivation	croissance			
40448	342	90	213	465	40913	1127607	36
Source : Bulletin d'information statistique des PME, édition novembre 2020							

Nombre de PME 2020	Mouvement des PME				Nombre des PME 2021	Nombre de populations	TC
	Création	Radiation	Réactivation	Croissance			
41120	928	782	732	878	41998	1127607	37
Source : Bulletin d'information statistique des PME, édition novembre 2021							

FIGURE III.7 – Concentration des PME dans la wilaya de Tizi Ouzou durant les cinq dernières années

III.3.2 Analyse des éléments d'enquête

Nous Avons effectué une enquête de terrain sur 3 industries agro-alimentaire cité ci-dessous rédigeant un questionnaire destiné à ces entreprises afin de répondre à certaines questions en termes de développement et d'évolution de leurs entreprises, le but de cette enquête est :

- De savoir Est-ce que l'innovation tient telle une part importante dans le secteur ?
- S'ils travaillent à l'exportation ?
- Comment ces entreprises voient l'évolution de ce secteur d'activité qui est largo alimentaire ?
- Connaître les principaux besoins actuels ou à moyen terme des entreprises en matière de recherche et développement

- Les principaux obstacles rencontrés ou qu'ils pensent rencontrer dans le futur
- Savoir si elles ont déjà procédé à une demande d'aide financière de l'état ?
- L'estimation du chiffre d'affaires
- Connaître les marchés desservis

Type : mémoire de fin d'étude

Établissement : université de Mouloud Mammeri de Tizi Ouzou

Thème : PME de la wilaya de Tizi Ouzou état des lieux cas des PME agroalimentaire.

Questionnaire :

1-nom de l'entreprise :

.....
.....

2-Date de création de l'entreprise :.....

3-De quelle façon cherchez-vous à développer votre entreprise ?

.....
.....

4-l'innovation tient-elle une part importante dans votre secteur ?

Si oui, dans quelle direction ?

.....
.....
.....

5-travaillez vous à l'exportation ? Vers quel pays ?

.....
.....
.....

6-comment voyez-vous l'évolution de votre secteur d'activités ?

.....
.....
.....

7-indiquez les principaux besoins actuels ou à moyen terme de votre entreprise en matière de R et D et innovation ?(par ordre d'importance)

.....
.....
.....
.....

.....
8-Quelles sont les principaux obstacles que vous avez rencontrés lors de la mise en place de votre projet ? Ou que pensez-vous rencontrer dans le futur ?

.....
.....
.....
.....
.....

9-Avez-vous déjà procédé à une demande d'aide financière de l'État ? si oui combien et quel type d'aide ?

.....
.....
.....
.....
.....

10-Quel est le nombre de :

* Salariés dans votre entreprise ?.....

*Le chiffre d'affaires ?.....

* Les marchés desservis ?.....

III.3.2.1 Présentation des entreprises

1. Entreprise n°1 :

- Nom de l'entreprise : huilerie du carrefour
- Activité : production de lait et divers produits laitiers
- Produits fabriqués : l'huile d'Olive
- Lieux : Ain el hammam tizi Ouzou
- Date de création de l'entreprise : 2008
- Nombre de salariés : 10

2. Entreprise n°2 :

- Nom de l'entreprise :SAA laiterie de Draa ben khedda (tassili)
- Activité :production de l'huile d'olives
- Produits fabriqués : lait pasteurisé, lait fermenté, lait de vache, yaourt à boire, fromage à pâte molle type camembert, fromage à tartiner, fromage frais, préparation fromagère, crème fraiche de pot de 15 et 25 cl, lait UHT, jus, jus au lait, lait chocolaté.
- Lieux : Draa ben khedda tizi Ouzou
- Date de création de l'entreprise : 1947
- Nombre de salariés : 400

3. Entreprise n°3 :

- Nom de l'entreprise : maison nectar
- Activité : production, conditionnement et vente de produit de terroir
- Produits fabriqués : fromages, olives, confitures, pâte à tartiner, miel, sauce, épices, huiles végétales, synergie, plus d'autre produit de beauté et de santé
- Lieux : tizi Ouzou
- Date de création de l'entreprise : 2014
- Nombre de salariés : 13

III.3.2.2 Chiffre d'affaires et les marchés desservis pour chacune des entreprises

D'après la figure III.8 qui résume les chiffres d'affaires et des marchés desservis, nous constatons que les performances atteintes ne reflètent pas nécessairement les objectifs

fixés. Les petites entreprises de la Wilaya de Tizi-Ouzou sont plus performantes, ce qui s'explique par la taille de ces entreprises.

Entreprise	Chiffre d'affaires annuel	Marché desservi
Huilerie du carrefour	1 000 000 Da	Marché national
Saa laiterie de Draa ben khedda (tassili)	L'entreprise a refusé de me fournir cette information	Marché national
Maison nectar	2 400 000 Da	Marché national et international (Allemagne, France et canada)

FIGURE III.8 – Chiffre d'affaires et des marchés desservis

III.3.2.3 Distribution de la laiterie de dbk (tassili)

D'après la figure III.9 qui résume la distribution de la laiterie de dbk (tassili)⁶, nous constatons que la laiterie de dbk occupe un marché important dans le territoire national dans la fabrication du lait.

Laiterie de Draa ben khedda (tassili)					
Distribution	Point de vente	Collecte de lait de vache			
		Nombre de collecteurs conventionnés	Nombre d'éleveurs	Quantité collectée	Wilaya de collecte
Tizi Ouzou	Tizi Ouzou ville	38	414	Entre 30 000 et 45 000 litres par mois	Tizi Ouzou
Bejaia	Maatkas				Boumerdes
Boumerdes	Draa el mizane				Bouira
	Sidi Naaman				Bejaia

FIGURE III.9 – Distribution de la laiterie de dbk (tassili)

III.3.2.4 Principaux besoins actuels

Les principaux besoins actuels ou a moyen termes des entreprises en termes de de R et D et d'innovation d'après les réponses obtenues aux questionnaires :

6. Source : www.laiteriedbk.dz/tassili.

- Nom de l'entreprise : maison nectar
- Mettre de nouvelles machines modernes pour améliorer la quantité de production tout en préservant la qualité
- Manque de production de packaging en Algérie (exemple : ver teinté pour la maison nectar)
- Manque de laboratoire de certification biologique et de laboratoire certifié
- Manque de matière première (exemple poudre de lait pour la laiterie de draa ben khedda)

III.3.2.5 Principaux obstacles reconcentrés

Les principaux obstacles reconcentrés par les responsables des entreprises ou qui pensent rencontrer au futur d'après les réponses obtenues au questionnaire :

- Problème de coupure d'électricité fréquente
- Besoin d'extension
- La concurrence clandestine
- Augmentation des couts d'exportation
- Les exigences et les conditions misent en ouvrant par l'état concernant l'exportation
- Manque de l'Abel algérien reconnu à l'échelle mondial

III.3.2.6 Financement des entreprises enquêtes

Les entrepreneurs rencontrent parfois des problèmes pour financer ses projets d'investissement, dans ce cas, elles cherchent à retrouver des sources de financement par plusieurs méthodes. Durant notre enquête, on a posé la question suivante aux entrepreneurs : **Avez-vous déjà procédé à une demande d'aide financière de l'état ? Si oui, de quel type d'aide s'agit-il ?**

- La réponse était des non, aucune des entreprises enquêtés na bénéficie d'une aide de l'état.

III.3.2.7 Solutions proposées

les solutions proposées par les responsables des entreprises pour améliorer et développer leurs entreprises :

- Accorder des avantages administratifs et faciliter leurs tâches en accordent des moyens ;
- Investir dans le domaine qu'on maîtrise ;

- Minimiser ou exonérer les taxes ;
- Faciliter la création et l'implantation des entreprises ;
- Développer les infrastructures de base ;
- crée une entreprise en adéquation avec un diplôme obtenu (la nécessité d'une formation) ;
- Bénéficier des grands projets et d'un assainissement pour affronter le marché ;

Conclusion

Après avoir donné un aperçu de la Wilaya de Tizi Ouzou, puis présenté des données et des caractéristiques sur les PME et leur contribution à la création de richesse, les résultats de l'enquête de terrain ont montré que les PME interrogées participaient au développement de la wilaya et y participaient activement. Elle influence le territoire et contribue à la création d'emplois, à l'amélioration des infrastructures de base, au renouvellement des structures économiques et à l'innovation de ces produits. Nous avons également constaté que les PME font face à de nombreuses difficultés, telles que la présence de bureaucratie et de réseaux informels, qui empêchent leur mission de jouer pleinement et efficacement leur rôle dans le développement de la wilaya.

Conclusion générale

La plupart des enquêtes et études sur le développement économique mettent de plus en plus l'accent sur le potentiel des PME en tant que moteurs de la croissance économique. Les PME sont aujourd'hui des agents de développement régional, leur permettant de rendre les régions attractives et compétitives par la valorisation et le développement des différentes ressources disponibles dans leurs régions fondatrices est aussi un moyen.

Les PME jouent aujourd'hui un rôle indéniable dans le dynamisme et le développement économique du pays à travers les investissements et les emplois. En Algérie, elles sont incontestablement devenues un outil privilégié de développement économique et social. Dans ce cas, l'objectif principal de notre travail est d'identifier la contribution des PME au développement régional à travers une étude de cas des PME de Wilaya par Tizi Ouzou. Par conséquent, bien que la définition des PME varie d'un pays à l'autre, il est clair qu'elles gagnent en importance tant dans les pays développés que dans les pays en développement, notamment en termes de création d'emplois et de valeur ajoutée.

Du fait de leur statut dynamique au regard des caractéristiques et des évolutions de l'environnement dans lequel elles opèrent, les PME sont perçues comme des cellules de richesse et des sources de satisfaction des besoins économiques et sociaux en termes de croissance économique et de résorption du chômage. En Algérie, comme dans d'autres pays, les PME, notamment les entreprises privées, constituent une part importante de la structure économique. Plus que jamais, nous avons besoin d'obstacles structurels qui affectent leur développement. Un défi que les autorités tentent de relever (depuis des années) sans pour autant atteindre les objectifs escomptés. Le nouveau chef de projet a un grand potentiel, donc des mesures et des actions restent et doivent être mises en œuvre.

- Moderniser le système bancaire en impliquant davantage les PME dans le financement, en développant des instruments adaptés à leurs besoins spécifiques et en centralisant les décisions de prêt.
- Renforcer la capacité de prêt aux entreprises en créant des banques spécialisées dans

les prêts aux PME, comme l'OSEO en France et la BFPME en Tunisie. Qui vise à accompagner le développement de ces entreprises à chaque étape de leur croissance et à faciliter l'accès au capital ;

- Réformer l'administration et ses institutions, adapter leurs fonctions aux besoins de l'économie de marché et réduire la bureaucratie et la corruption ;
- Former des dirigeants de PME en organisant des séminaires sur l'organisation du travail, la gestion et l'utilisation des outils informatiques ;
- Création d'un réseau de centres de formation pour les propriétaires de petites entreprises, tel qu'il existe en Tunisie depuis 1980. Il permet d'accéder au foncier au meilleur coût et facilite l'implantation d'entrepreneurs porteurs de projets de création d'entreprise ;
- Mettre en place des systèmes nationaux efficaces de collecte, d'analyse et de diffusion d'informations économiques et financières et promouvoir l'utilisation des nouvelles technologies de communication telles qu'Internet ;
- Encourager l'apprentissage des langues étrangères chez les cadres et les nouveaux diplômés sachant que près de 80% du contenu Internet est écrit en anglais ;
- Faciliter la diversification de la structure PME-PMI en encourageant la sous-traitance et en soutenant les activités artisanales par des incitations financières et financières ;
- Mise en place de nouveaux mécanismes de soutien et de soutien pour les petites et moyennes entreprises de haute technologie, en mettant l'accent sur l'innovation et la technologie de l'information.

Bibliographie

- Alain Fayolle et al. Introduction à l'entrepreneuriat. Technical report, 2005.
- Nadine Levratto. *Les PME : définition, rôle économique et politiques publiques*. De Boeck Supérieur, 2009.
- Philippe Chapellier. Profils de dirigeants et données comptables de gestion en pme. *Revue internationale PME Économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, 10(1) :9–41, 1997.
- Benoît Lavigne. Contribution à l'étude de la genèse des états financiers des pme. *Comptabilité Contrôle Audit*, 8(1), 2002.
- Olivier Torrès. Pour une approche contestable de la spécificité de la pme. *Actes du*, 1996.
- Sonia Snadli, Wafa Khelif, and Lotfi Karoui. Le conseil d'administration, un organe de gouvernance soutenant les différents stades de croissance des pme. *Recherche et Cas en Sciences de Gestion*, 18(2) :29–45, 2020.
- André Joyal and Laurent Deshaies. Développement local et pme québécoises in- novantes : un lieu à explorer. *Canadian Journal of Regional Science*, 19 :333–348, 1996.
- Philippe Aydalot. *Economie régionale et urbaine*. Editions Economica, 1985.
- Bernard Ganne et al. Développement local et ensembles de pme. Technical report, 1992.
- Xavier Greffe. *Territoires en France : les enjeux économiques de la décentralisation*. FeniXX, 1984.
- IDJERAOUI OUAHIBA, BOUTABBA HYNDA, and MILI MOHAMED. Problématique de la mobilité urbaine dans les villes algériennes. cas de la congestion routière à bejaia. *Analale Universitatii Bucuresti. Seria Geografie*, 2019.
- CARACTÉRISTIQUES ET IMPORTANCE DES PME. Chapitre 1 caractéristiques et importance des pme. 2022.

- E MCA. Les pme socle de développement économique en algérie : Réalité ou mythe ?
- Samia Gharbi. Les pme/pmi en algérie : Etat des lieux. *DOCUMENTS DE TRAVAIL*, 238, 2011.
- Abdelkader Baaziz. *Synergie du triptyque : Knowledge Management, Intelligence Economique et Business Intelligence. Contribution à la réduction des risques liés aux décisions stratégiques dans les nouveaux environnements concurrentiels incertains : Cas des Entreprises Publiques Algériennes*. PhD thesis, Aix-Marseille, 2015.
- CHELIL Abdelatif and AYAD Sidi Mohamad. Pme en algérie : réalités et perspectives. *université de Tlemcen*.
- BOURAHLA Allal. Emergence et développement de l'innovation dans la pme : Cas d'une entreprise de l'ouest algérien. *Revue des Sciences Economiques*, 7(7), 2012.
- DAOUDI Ilhem. Entrepreneuriat et croissance économique en algérie : Quelle relation ? entrepreneurship and economic development in algeria : The relationship. *Revue des sciences administratives et financières*, 5(01) :506–516, 2021.
- Khalil Assala. Pme en algérie : de la création à la mondialisation. *8ème Congrès International Francophone*, 2006.
- Jean-Michel Plane and Olivier Torres. Le recours au conseil est-il un processus dénaturant pour la pme ? *Actes du CIFEPME*, 1998.
- Karim SI LEKHAL, Youcef Korichi, and Ali Gaboussa. Les pme en algérie : Etat des lieux, contraintes et perspectives. *Algerian Business Review*, 2(2) :29–49, 2013.
- Nordine Grim. *L'économie algérienne otage de la politique*. Casbah, 2004.
- Philippe Adair and Fredj Fhima. Accès au crédit et promotion des pme en tunisie. *Euro-Mediterranean Economics and Finance Review*, 4(3) :26–52, 2009.

Table des matières

Introduction générale	1
I Soubassement théorique et conceptuel de la PME	5
I.1 Définition et caractéristiques de la PME	5
I.1.1 Définition de PME	5
I.1.2 Caractéristiques des PME	6
I.2 Développements de concept PME et approches théoriques	7
I.2.1 Stade de croissance d'une PME	7
I.2.2 Approches théoriques	8
I.2.2.1 Spécificité actuelle : sujet de recherche PME (1975-1985)	8
I.2.2.2 Volet diversité : recherche sur les petites et moyenne entreprises (1975-1985)	10
I.2.2.3 Flux de synthèse (Milieu Années 80)	10
I.2.2.4 Flux d'altération (Milieu Années 90)	11
I.3 PME et le développement local	14
I.3.1 Émergence du concept de développement local	14
I.3.2 Définition du développement local	14
I.3.3 Objectifs du développement local	15
I.3.4 Contribution des PME au développement local	16
I.3.5 Contribution des PME au programme économique	17
I.3.6 Contribution des PME dans l'emploi	18
II Développement de la PME en Algérie	19
II.1 Définition de PME algérienne et aperçu historique des PME en Algérie .	19
II.1.1 Définition de la PME algérienne	19
II.1.2 Aperçu historique des PME en Algérie	20
II.2 Principales composantes de la PME algérienne et son évolution	22
II.2.1 Composantes de la PME algérienne	22
II.2.1.1 PME privées	22
II.2.1.2 PME publiques	22
II.2.2 Évolution de la PME en Algérie	23

II.3	Cadre d'analyse des politiques de développement des PME en Algérie . . .	24
II.3.1	Quatre essieux stratégiques	24
II.3.1.1	Soutien à l'accès aux marchés publics	24
II.3.1.2	Plan de soutien au financier aux entreprises	25
II.3.1.3	Facteurs fiscaux sociaux	25
II.3.1.4	Réduction des coûts de mains d'œuvres	26
II.3.2	Restrictions au développement des PME en Algérie	26
II.3.2.1	Restrictions découlant des activités informelles dites clandestine	27
II.3.2.2	Limites monétaires	28
II.3.2.3	Restrictions du marché de travail	28
II.3.2.4	Restrictions d'échape commercial	29
II.3.2.5	Restrictions administratives et judiciaire	29
II.3.2.6	Limite d'information	29
III	Analyse des données et statistique des PME	31
III.1	Synthèse des cinq dernières années des petites et moyenne entreprise en Algérie	31
III.1.1	Population totale des PME en Algérie	31
III.1.2	Situation a la fin du premier semestre de 2018	32
III.1.3	Situation a la fin du premier semestre de 2019	33
III.1.4	Situation a la fin du premier semestre de 2020	33
III.1.5	Situation a la fin du premier semestre de 2021	34
III.2	Développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie	35
III.3	Situation actuelle et développement des PME dans la wilaya de TiziOuzou enquête sur trois PME de l'industrie agro alimentaire	36
III.3.1	Concentration des PME dans la wilaya de TiziOuzou durant les cinq dernières années	36
III.3.2	Analyse des éléments d'enquête	37
III.3.2.1	Présentation des entreprises	41
III.3.2.2	Chiffre d'affaires et les marchés desservis pour chacune des entreprises	41
III.3.2.3	Distribution de la laiterie de dbk (tassili)	42
III.3.2.4	Principaux besoins actuels	42
III.3.2.5	Principaux obstacles reconcentrés	43
III.3.2.6	Financement des entreprises enquêtes	43
III.3.2.7	Solutions proposées	43
	Conclusion générale	45
	Liste des figures	51
	Liste des acronymes	53

Table des figures

III.1	Statistique des PME édition novembre 2017	32
III.2	Statistique des PME édition novembre 2018	32
III.3	Statistique des PME édition novembre 2019	33
III.4	Statistique des PME édition novembre 2020	34
III.5	Statistique des PME édition novembre 2021	34
III.6	Développement des PME privée par domaine d'activité en Algérie	35
III.7	Concentration des PME dans la wilaya de Tizi Ouzou durant les cinq dernières années	37
III.8	Chiffre d'affaires et des marchés desservis	42
III.9	Distribution de la laiterie de dbk (tassili)	42

Liste des acronymes

ANDI	Agence nationale du développement des investissements.
ANGEM	Agence nationale de gestion du micro-crédit
Ansej	Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes.
BFPME	Banque de financement des petite et moyenne entreprise (banque française).
CASNOS	Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés.
CENEAP	Centre national d'étude et d'analyse pour la population et le développement.
CNAC	Caisse nationale d'assurance chômage.
CNAS	Caisse nationale des assurances sociales.
DL	Développement local.
EPE	Entreprise publique économique.
IRG	Impôt sur le revenu global.
GRH	Gestion des ressources humaine.
FMI	Fonds monétaire international.
IBS	Impôt sur le bénéfice des sociétés.
EPE	Entreprise publique économique.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique.
TC	Taux de concentration.
TAP	Taxe sur l'activité professionnel.
SPM	Secteur public marchand.

Résumer

Ce travail de recherche est basé sur le concept de la PME en mettant l'accent sur sa définition universelle et son évolution historique , il résume aussi l'évolution de la PME algérienne depuis sa concrétisation jusqu'à nos jours en se basant sur des données et statistique récente des cinq dernières Année et enfin une enquête de terrain sur trois PME spécialisé dans l'industrie agro alimentaires dans la wilaya de Tizi Ouzou qui a permis de cerner les besoins majeurs des entreprises, les obstacles rencontrés, et les solutions proposés afin d'améliorer et de développer ces entreprises.

Mot clés : PME, DÉVELOPPEMENT LOCAL, développement économique, industrie, agro alimentaires.

Abstarct :

This research work is based on the concept of the sme by emphasizing its universal definition and its historical evolution, it also summarizes the evolution of the Algerian sme since its realization until today based on data and recent statistics of the last five years and finally a field survey on three sme specialized in the agro-food industry in the wilaya of Tizi Ouzou which allowed to identify the major needs of the companies, the obstacles encountered, and the proposed solution in order to improve and develop these companies.

Key words: SME, LOCAL DEVELOPMENT, economic development, industry, food industry.